

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 15 Décembre 2004

Le développement a-t-il un avenir ? (pour une société économe et solidaire)

Attac (édition Mille et une nuits, août 2004)

Longtemps, **développement** et **croissance** ont paru intimement liés.

La notion de développement renvoie à une idée de mieux - être . Elle mêle des aspects inséparables comme la production, la démographie, les techniques, les connaissances, les rapports sociaux, la culture.

La croissance désigne l'augmentation de la production évaluée monétairement pendant une période donnée. Elle a longtemps semblé être une mesure du développement.

Le premier millénaire ne connut qu'une croissance faible de la population mondiale : de 231 à 268 millions. De l'an 1000 à 1820, la population est multipliée par 3,9, et la production par habitant, par 1,5. Entre 1820 et 1998, la population est multipliée par 5,7, et la production par habitant, par 8,5 (avec de très fortes disparités selon les zones géographiques). Les régions qui ont connu les rythmes de développement économique les plus rapides sont celles où le **capitalisme** est né (le « centre »); les autres régions (la périphérie) sont celles qui ont été tenues à l'écart de l'accumulation capitaliste, ou, plus souvent, qui ont été soumises à la domination capitaliste imposée par les premières.

Les questions du développement et de la rupture avec le capitalisme du centre et avec les politiques de dépendance induites par la domination impérialiste furent au cœur des **révolutions du XXème siècle**, en URSS, en Chine, en Yougoslavie, à Cuba, au Vietnam et au Nicaragua. L'échec de ces révolutions n'est sans doute pas sans rapport avec l'échec de leur mode de développement.

Au sein des métropoles impérialistes, se mit en place le modèle fordiste (avec notamment la consommation de masse).

Le mode de développement issu des luttes de libération nationale emprunta largement au modèle soviétique : industrie lourde, réforme agraire, développement du marché intérieur, Etat puissant ; la bureaucratisation et la corruption ont gangrené les sociétés, l'absence de libertés a réduit à néant la crédibilité des régimes.

Dans la foulée du plan Marshall d'aide aux économies européennes dévastées par la deuxième guerre mondiale, « les nations développées » se sont découvert une nouvelle mission : **aider le tiers-monde à avancer sur la voie du développement**. « Les sauvages d'hier étant les sous-développés d'aujourd'hui, ceux qui, hier, les civilisaient aujourd'hui les développent. La conception ethnocentriste de l'évolution est donc la même. » (*François Partant, la fin du développement, Maspero, 1982*).

Dans les années 1980, le « **consensus de Washington** », c'est-à-dire l'accord implicite du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale (institutions créées en 1944) pour soumettre toute aide financière à une condition, avait organisé le recul des Etats dans l'organisation, le financement et la mise en œuvre du développement. Celui-ci devait résulter spontanément des actes d'échange privés, dans un marché mondial sans entraves. La recherche de la satisfaction des besoins locaux a cédé la place à la spécialisation imposée par le marché en vertu de la théorie des avantages comparatifs.

Derrière cette nouvelle stratégie se cachait en fait **l'abandon de toute finalité de développement véritable** pour laisser la place à un objectif de constitution d'un marché mondial unifié consacrant le pouvoir d'une finance surpuissante, en profitant du fait que les pays pauvres avaient besoin de financement, puis de refinancement à cause d'une dette en croissance vertigineuse, pour leur imposer des « plans d'ajustement structurels » (libéralisation des prix, privatisation du système bancaire, des entreprises publiques et de la terre, dérèglementation du marché du travail, fiscalité anti-redistributive).

Aujourd'hui, il paraît clair que **cette conception du développement est condamnée**. Non seulement la pauvreté ne recule pas (le nombre de sous-alimentés a même augmenté depuis 1995), les inégalités s'accroissent (l'écart entre les 20% les plus pauvres de la planète et les 20 % les plus riches, qui était de 1 à 30 vers 1960, est passé de 1 à 80. 54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990), mais encore la crise écologique se traduit par la généralisation de la pollution (de l'air et de l'eau), et l'épuisement des ressources (et en particulier des sources d'énergie fossiles), dont les plus pauvres sont les premières victimes. L'effet de serre fait peser des menaces redoutables (élévation du niveau des océans, désertification et sécheresse ici, inondations là, ...). Plus de 250 millions de personnes vivant de l'agriculture sont directement affectés par la désertification, et la subsistance d'un milliard d'individus est en jeu.

Le capitalisme n'offre d'autre réponse que d'approfondir encore davantage sa propre logique : faire le pari que le progrès technique sera toujours capable de remplacer ce qu'on aura détruit, privatiser toutes les ressources naturelles et toutes les connaissances humaines.

Faut-il alors refuser le développement ? Dans le sillage de penseurs comme Ivan Illitch et François Partant, des associations comme La Ligne d'horizon, des revues comme l'Ecologiste et Silence, des auteurs comme Serge Latouche considèrent « qu'il faut en finir, une fois pour toutes, avec le développement ».

Le mot d'ordre de décroissance immédiate pour sortir du développement a le tort de loger tous les habitants à la même enseigne, en oubliant les innombrables inégalités qui existent aujourd'hui et les immenses besoins sociaux qui restent à satisfaire. Il n'y a aucune raison de ne pas continuer à appeler développement la **possibilité pour tous les habitants de la terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation**. (Mais ceux qui prônent la décroissance sont en fait en accord là-dessus).

Le projet de construire un « autre monde possible » s'articule autour de la **priorité donnée à la satisfaction des besoins** essentiels et des autres besoins pour autant qu'ils ne mettent pas en péril les équilibres des systèmes vivants environnants, qu'ils soient exprimés démocratiquement et que tout être humain puisse y prétendre. On peut concevoir une décélération progressive de la croissance matérielle, sous conditions sociales précises, de toutes les formes de production dévastatrices et prédatrices.

Il existe des « **biens publics mondiaux** », qui ne peuvent être la propriété de personnes (l'éducation, la santé, l'air pur, l'eau propre, ...)

Il faut financer la mise à disposition de tous les humains de ces biens publics et de leur préservation : on pose le principe d'une fiscalité mondiale.

Il faut abandonner une conception caritative de l'aide pour une conception à base de droits.

Une fois levée l'hypothèque de la dette auto-entretenu, une fois admis le principe du contrôle du mouvement des capitaux, la question du financement interne du développement reste cruciale, mais devient soluble.

Il est inconcevable de généraliser à tous les pays le niveau de consommation d'énergie par habitant des pays les plus riches. Il nous paraît raisonnable de commencer à poser la question d'une décélération de la croissance au sein des pays riches de façon à ralentir le prélèvement qu'ils effectuent sur les ressources naturelles et faciliter celui des plus pauvres. L'une des conditions est que les inégalités profondes jusque dans les pays les plus riches soient considérablement réduites.

La réduction du temps de travail constitue une voie prometteuse pour utiliser les gains de productivité dans la perspective d'une « économie économe », c'est-à-dire soutenable socialement et écologiquement. **La véritable richesse passe par un développement centré sur l'épanouissement humain**, sur les droits et sur l'égalité, et non pas sur l'accumulation de biens ou de profits.

Bonnes nouvelles

Augusto Pinochet, l'ancien dictateur du Chili, **a été inculpé**, le 13 décembre, par le juge Guzman, pour un homicide et neuf enlèvements dans le cadre du plan Condor, l'opération conjointe des dictatures sud-américaines pour éliminer leurs opposants dans les années 1970 et 1980. Un rapport sur le recours systématique à la torture par la dictature militaire a été publié fin novembre ; il recueille pour la première fois les témoignages de 35 000 victimes. L'association des anciens prisonniers politiques a publié une liste de 1900 tortionnaires. (*Le Monde* 15 décembre)

Pour lutter contre le Sida, Jacques Chirac relance l'idée d'une taxe sur les profits de la mondialisation. Soutenue par 117 pays (et lancée au départ, dans le scepticisme général, par l'association ATTAC), elle se heurte à l'opposition des Etats-Unis. (*Le Monde* du 2 décembre, qui indique par ailleurs que le PS et le PC dénoncent « un véritable abandon », en France, « des politiques de prévention. Act-up demande le rétablissement de l'aide médicale d'Etat (pour les étrangers en situation irrégulière) et de l'allocation adulte handicapé).

Energie

Fin du pétrole : « Le pétrole est à 55 dollars le baril. Il ne redescendra plus » pouvait-on lire dans le numéro 13 de cette Lettre. C'était inexact, il est revenu autour de 40 dollars. Mais alors, la fin du pétrole n'est pas pour demain ? En fait **la demande se rapproche dangereusement de la capacité maximale de production** ; quand elle l'atteint ou la dépasse, il y a tension sur les prix ; quand elle se relâche un peu, les prix baissent, donnant un mauvais signal aux consommateurs.

Comme l'explique bien Robert Mabro, président de l'Institut d'Oxford pour les études sur l'énergie, trois groupes contrôlent le marché du pétrole (*Le Monde* 11 décembre) : l'OPEP, les compagnies pétrolières, et les institutions financières. Dans les années 1960 et 1970, les compagnies pétrolières, pour éviter que la production ne soit taxée trop lourdement, se montraient pessimistes sur le niveau des **réserves**. Aujourd'hui, elles les majorent, pour faire monter le cours de leurs actions. *Voilà qui n'est pas spécialement rassurant...*

Gaz : la consommation de gaz naturel va pratiquement doubler d'ici à 2030, prévoit l'agence internationale de l'énergie. Les ressources se situent essentiellement au Moyen-Orient (41% des réserves mondiales) et en Russie (27%)
L'association d'experts pétroliers internationaux pour l'étude du pic de Hubbert estime que **dès 2008** la production de pétrole sera inférieure à la demande. Et que pour le gaz cela devrait arriver en 2013. (*Silence, décembre 2004*)

Solaire : les courses de voiture solaires réunissent des prototypes qui roulent à 100 km/h, en plein soleil, dans le désert australien. (*info donnée dans un précédent numéro de cette Lettre*). Ah ! On va donc pouvoir se passer de pétrole ? Hélas, non : les prototypes en question ne pèsent qu'environ 100 kg, contre 1000 pour la moindre petite voiture. En France, il faudrait alors 30 m² de capteurs solaires, donc impossible sur la voiture ... (*Silence, décembre 2004*)

Monde

Alimentation : « Notre ambition, notre devoir étant de mettre fin à la faim, les besoins alimentaires du monde seront trois fois plus importants dans 25 ans qu'ils ne le sont aujourd'hui. (...) La sécurité alimentaire étant reconnue comme un **droit humain** et politique fondamental, doivent donc être consacrés à la fois le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes et l'interdiction de toute subvention à l'exportation. Des médiation sdoivent être assurées : entre les dynamiques scientifique et marchande et la fragilité des sociétés comme de l'environnement ; entre la diversité naturelle et culturelle des régions et l'unité à inventer d'un monde pacifié ». *Edgar Pisani, dans un très intéressant article du Monde diplomatique de décembre 2004.*

Acier : Dopés par la demande mondiale (et d'abord, de la Chine, qui, bien que premier producteur avec 28 % de la production mondiale, est aussi le premier importateur, et de l'Inde), **les prix de l'acier explosent**. Pour la première fois, la production devrait atteindre le milliard de tonnes. Les sidérurgistes imposent des hausses de tarif de 20% à 50%. Les tarifs du transport maritime ont augmenté de 250% en deux ans. Pour les sidérurgistes, le déficit est structurel. Les quantités disponibles sont insuffisantes pour la demande. Les groupes miniers sont à la limite de leur possibilité de production. Les ports sont saturés. Et les prochaines années s'annoncent encore plus tendues. (*Le Monde* 4 décembre)

Asie du Sud-Est : les dix états membres de l'association des nations de l'Asie du Sud-Est et la Chine se sont entendus pour créer en 2010 une zone de libre-échange (qui regroupera 1,8 milliard de personnes) (*Le Monde* 2 décembre)

Etats-Unis : George W Bush a eu beau refuser de signer les accords de Kyoto, les gouverneurs de grands Etats s'inquiètent des conséquences des émissions de gaz à effet de serre et passent à l'action. Les procureurs généraux de huit Etats ont porté plainte contre les cinq plus gros producteurs d'énergie du pays pour réclamer une réduction de leurs **émissions de CO2** (à eux cinq, ceux-ci émettent 650 millions de tonnes de CO2, soit 10 % du total du pays). (*Le Monde*, 7 décembre)

Afghanistan : Hamid Karzaï a été élu président, trois ans après la chute des talibans. La culture de la **drogue** a gangrené tout le pays et menace la sécurité nationale, tout autant que le maintien dans la « ceinture pachtoune » d'une insurrection des talibans. *Triste bilan de l'intervention militaire américaine...* (*Le Monde*, 8 décembre)

Philippines : Coup sur coup, deux tempêtes ont ravagé le pays, faisant plus de 1000 morts. La présidente, Mme Arroyo, dénonce la **déforestation sauvage**, qui provoque en cas d'intempérie des inondations brutales et des glissements de terrain. La forêt ne couvre plus que 13 % de l'archipel.

Russie : Forte hausse du budget militaire. Vladimir Poutine promet à son armée de nouvelles armes nucléaires (*Le Monde*, 19 novembre)

Ukraine : il se confirme que le chef de l'opposition en Ukraine, Victor Ioutchenko, a bel et bien été empoisonné, à la dioxine, par les services secrets ukrainiens. La « révolution orange » (rassemblements de masse à Kiev pour protester contre les fraudes massives du second tour de l'élection présidentielle) a obtenu que ce second tour soit annulé. Le nouveau « second tour », qui oppose Victor Ioutchenko au candidat du pouvoir en place, Victor Ianoukovitch, soutenu par la Russie, se tiendra le 26 décembre. (*Le Monde*, 14 décembre)

Union Européenne :

Libéralisation des services : les négociations entre les Etats membres sur la proposition de **directive Bolkenstein** (voir n°14) ont commencé le 25 novembre. Rappelons que selon ce projet les entreprises de bâtiment de travaux publics installées en Pologne, par exemple, pourraient envoyer leurs ouvriers en France, en respectant les règles de rémunération et le droit du travail polonais, mais non français. Si les capitales sont favorables au principe de l'ouverture à la concurrence du secteur-clé des services (qui représentent entre 50% et 60 % de l'économie européenne), elles restent très divisées sur la méthode. (*Le Monde*, 30 novembre). **Si cette directive voit le jour, ce sera la ruine du « modèle social européen » et des services publics.**

Commission européenne : La Commission européenne, présidée par José Manuel Barroso, qui est la Commission **la plus libérale** et la plus atlantiste que l'Union européenne ait connue, a été investie par le Parlement européen, par 449 voix contre 149 et 82 abstentions. Sans surprise, le Parti Populaire européen (PPE, droite) a voté massivement la confiance (241 voix sur 268), de même que l'Alliance des démocrates et des libéraux (57 voix sur 88, mais les 11 UDF français se sont abstenus) et l'Union pour l'Europe des nations (16 pour, sur 27). **Mais aussi la majorité des socialistes européens** (123 sur 200, à noter quand même que les socialistes français ont voté contre). Les Verts (40), les communistes (34) ont voté contre, de même que la majorité du groupe Indépendance et démocratie, où siègent les villiéristes et les élus du Front National. (*Politix*, 25 novembre ; *Le Monde*, 20 novembre)

Turquie : « il est possible de construire un autre rapport entre l'Europe – ou l'Occident- et le monde islamique. La paix et la guerre dans l'ensemble du monde dépendent de notre capacité à mettre fin aux agressions militaires et au terrorisme d'aujourd'hui. Une telle tentative de transformation de nos rapports avec le monde islamique ne peut s'appuyer que sur le Turquie. Parce que celle-ci vit déjà un compromis entre laïcité et islam qui démontre par son existence même qu'il y a d'autres choix que la destruction mutuelle des adversaires ». *Edgar Morin, Jean-Christophe Rufin, Guy Sorman et Alain Touraine, dans Le Monde des 12-13 décembre.*
Le Parlement européen s'est prononcé à une large majorité, le 15 décembre, en faveur de **l'ouverture de négociations** en vue de l'adhésion de la Turquie (malgré l'opposition des droites allemande et française) (*Le Monde*, 17 décembre). Jacques Chirac, comme les autres chefs d'Etat et de gouvernement, s'est déclaré favorable à l'ouverture des négociations.

Italie : Silvio Berlusconi échappe à une condamnation (cf le numéro 14 de cette lettre) pour ... **prescription** ! Mais son très proche ami, le sénateur Marcello dell'Utri, est condamné à 9 ans de réclusion, pour association mafieuse. (*Le Monde*, 14 décembre)
... Et, afin d'éviter la prison à son ami Cesare Previt, 70 ans, condamné en première instance à des peines de 5 ans et 11 ans de réclusion, et dont le procès en appel est programmé début janvier 2005, Silvio Berlusconi fait voter en urgence une loi « sur mesure » pour raccourcir le délai de prescription, et épargner la prison aux délinquants âgés de 70 ans ! ... (*Le Monde*, 17 décembre)

Grande-Bretagne : Contre l'effet de serre, la Grande Bretagne mène une stratégie cohérente et résolue : toutes les entreprises, sauf les très petites, paient une « **taxe sur le changement climatique** », à moins qu'elles aient des permis d'émissions ou qu'elles aient recours à des énergies renouvelables, ce qui leur donne droit à 80% d'abattement sur cette taxe. Celle-ci alimente le budget d'une fondation qui sert à financer des innovations technologiques. Dans le secteur du bâtiment, des règles de construction sont peu à peu imposées. L'énergie éolienne devra fournir en 2010 10 % de l'électricité (on n'en est aujourd'hui qu'à 3%). (*Le Monde*, 7 décembre)

France

Raffarin annonce une très grave régression sociale sur le temps de travail : Selon son « contrat France 2005 » annoncé le 9 décembre, le contingent légal des heures supplémentaires passerait de 180 à 220 heures par an ; ce quota pourra être augmenté par des **accords** collectifs de branche ou **d'entreprise** (comme le souligne la CGT : « aucune branche ne voudra rediscuter, les accords se feront au niveau de l'entreprise, où les syndicats sont les plus faibles et où la pression est la plus forte ») ; les salariés pourront demander le paiement des jours de congé supplémentaire après les avoir placés dans un compte épargne-temps, dont les modalités ont été considérablement « assouplies ». Le Medef applaudit. Mais, comme le souligne la CFTC : « plus on va généraliser les heures supplémentaires, moins il y aura d'emplois ». (*Le Monde*, 10-11 décembre)

Et le résultat, c'est de vous faire **travailler plus en gagnant moins**, comme l'explique Gérard Filoche, inspecteur du travail, dans *Respublica* : « Avant, les heures supp » étaient payées au moins à 25 %, il les ramène à 10 % dans la majorité des cas.

Les heures à partir de 42 h étaient majorées avec 50 % de repos compensateur, il réduit cela.

Les heures au-delà de 130 h supp' dans l'année étaient payées 200 % plus 50 % de repos compensateur. Le gouvernement diminue cela en allongeant le contingent.

Les heures comptabilisées en « compte épargne temps » et en « rtt », le gouvernement dit qu'elles peuvent être payées au lieu d'être prises : c'est le pire ! Cela évite toute majoration des heures en question... Encore une fois vous travaillez plus en gagnant moins !

Cela remet en cause la conquête des congés payés obligatoires !

Il ne reste plus que les 35 h sous forme de durée légale figurant sur 22 millions de bulletins de paie, (151 h 66) mais tout est fait pour contourner ces 35 h... les vider de leur substance. Et cela fabrique du chômage, cela nuit à la santé, cela nuit à la répartition des richesses... »

La révolution conservatrice est en marche avec la loi dite, par antiphrase, de « cohésion sociale » (antiphrase : manière de s'exprimer qui consiste à dire le contraire de ce qu'on pense). Thierry Brun, dans un excellent article de *Politix* (16 décembre), fait l'inventaire : la fin des 35 heures ; l'extension des emplois précaires (alors que déjà, les trois quarts des embauches se font sur des emplois à durée déterminée ou à temps partiel) ; l'obligation d'un travail « en contrepartie » d'une allocation, avec le RMA (revenu mensuel d'activité), et l'adaptation « à tout prix » de la main d'œuvre aux besoins immédiats des employeurs ; la fin du monopole du service public de l'emploi (ANPE) en matière de placement ; la réduction des délais de contestation en cas de licenciement économique.

Tout cela alors que le **chômage des jeunes** s'aggrave encore (21,6 % des 16-25 ans !).

Et que, « toutes les enquêtes le montrent, les salariés sont actuellement en état de surchauffe permanente, ce qui se manifeste, entre autres, par l'usage de médicaments, par le suicide au travail et des accidents en augmentation. Il y a un **épuisement mental et physique au travail** extrêmement important. Il gagne les cadres et d'autres activités, par exemple les cabinets d'avocats, les hôpitaux, les maisons de retraite, etc » (*Danièle Linhart, sociologue du travail, Politix*, 16 décembre).

Les patrons s'octroient des rémunérations scandaleusement élevées : 6, 25 millions d'euros en 2003, soit plus de 400 fois le SMIC en moyenne, pour chacun des 40 patrons des sociétés cotées au CAC 40 ! Ceci représente par rapport à 2002 une augmentation de plus de 10 %. Jean-René Fourtou (Vivendi Universal) a reçu la rémunération la plus élevée (22,7 millions d'euros, soit plus que 1 500 smicards). « La

situation est d'autant plus injustifiable que les PDG ne prennent plus aucun risque. Avant de se faire racheter par le nord-américain Alcan, J-P Rodier, PDG de Péchiney, dont les résultats à la tête de cette entreprise sont contestables, s'est fait accorder une indemnité correspondant à trois années de rémunération (2,6 millions d'euros) ainsi que la garantie de toucher une retraite pleine (et généreuse) dès son départ à l'âge de 56 ans. *Frédéric Lemaître, dans Le Monde (5-6 décembre), qui commente : « on peut se demander si de tels chiffres ne ruinent pas tous les discours sur les nécessaires efforts que doivent consentir les salariés face à l'internalisation de l'économie ». En effet !*

Emploi : Il y aurait un gisement d'emplois inexploité en France. C'est du moins ce que prétend un rapport du Conseil d'analyse économique. Selon ce rapport, nous pourrions créer en France plus de 6 millions d'emplois de service, dont 3,4 millions rien que dans le commerce et l'hôtellerie-restauration, « si nous faisons aussi bien que les Etats-Unis ». Jean Gadrey, dans *Alternatives Economiques* de décembre, dégonfle cette baudruche. Ce sont les **inégalités de revenus** et la **pauvreté salariale** qui expliquent les nombreuses créations d'emplois dans l'hôtellerie-restauration aux Etats-Unis. En pouvoir d'achat, le salaire minimum y est redescendu plus bas même qu'en ... 1950 ! Et si le taux d'emploi des plus de 60 ans est élevé **aux Etats-Unis**, c'est surtout en raison de l'insécurité sociale (4 millions de personnes sont dépourvues de toute protection, et beaucoup d'autres ont une protection très limitée). Si, au lieu de lorgner vers les Etats-Unis, les auteurs du rapport avaient comparé avec les pays scandinaves, qui ont eux aussi un fort taux d'emplois, il aurait conclu qu'il faut créer des emplois dans les services sociaux et collectifs (santé, éducation, petite enfance)...

Cohésion sociale : Les coupes budgétaires touchent durement les **associations**, qui redoutent de ne plus pouvoir remplir leur rôle, notamment en matière de cohésion sociale. Le gouvernement leur suggère de se tourner vers les collectivités territoriales, qui ne jugent pas possible d'accroître leur effort financier. (*Le Monde, 8 décembre*)

Ecole : Dans son projet de loi d'orientation sur l'école, le ministre, François Fillon, vise à renforcer l'autorité des conseils de classe sur la décision de redoublement. Pourtant, les études sont formelles, **le redoublement est inefficace**, car il ne permet pas aux élèves de rattraper leur retard, et **inéquitable**, car il touche surtout les enfants évoluant dans les catégories socio-professionnelles les plus défavorisées. De l'avis même des professeurs, un bon soutien scolaire serait mille fois préférable. *Pourquoi le service public de l'éducation nationale ne met-il pas en place un dispositif de soutien scolaire efficace ? (Le Monde, 11 décembre. Relire aussi le numéro 10 de cette Lettre).* Certes, le ministre a annoncé son intention de développer les « classes-relais », créés par Claude Allègre, qui prennent en charge les collégiens en situation de rupture avec l'école. Le nombre d'élèves accueillis passerait ainsi de 5 000 aujourd'hui à 15 000 en 2010 – sur trois millions de jeunes scolarisés dans les collèges. (*Le Monde, 14 décembre*). *C'est bien de trouver des solutions pour les cas les plus problématiques, mais il ne faut pas oublier la grande masse des élèves qui auraient besoin d'un coup de pouce.*

Logement : les propriétaires vont devoir investir 4 milliards d'euros, sur 15 ans, pour rénover les ascenseurs. Les décrets d'application de la loi sur la sécurité des ascenseurs, votée en juillet 2003, ont été publiés le 28 novembre. La loi prévoit la mise en sécurité technique des ascenseurs, le renforcement de l'entretien, et le contrôle technique obligatoire par des sociétés indépendantes. Le parc français est réputé le plus vétuste d'Europe. Il se produit en France 2000 accidents graves d'ascenseur par an. (*Le Monde, 4 décembre*)

Projet de Constitution européenne. ATTAC : au référendum interne, les résultats sont nets : c'est non à 84 %. Et 72 % (contre 20% et 8 % d'abstentions) souhaitent qu'ATTAC donne des indications de vote.

Au PS : « un tournant historique », selon Michel Soudais, dans *Politis (9 décembre)*, qui commente le « oui » des adhérents (*à noter tout de même que, si 56 000 adhérents ont voté pour le projet, il s'est trouvé 41 000 adhérents pour voter contre, ce qui n'est pas rien*). « Renoncement à des revendications anciennes autant qu'essentielles : la révision du statut de la Banque centrale européenne et l'harmonisation sociale, par le haut, des protections sociales figuraient dans la motion de Dijon. Elles sont oubliées ! » L'ambition du PS ne serait-elle plus que d'accompagner les évolutions de l'opinion publique, abandonnant celle-ci au libre jeu de la concurrence médiatique ? (*laquelle est singulièrement faussée, voir par exemple ci-après*)

Presse : « les journaux doivent diffuser des idées saines », autrement dit « les idées qui font que ça marche. Les idées de gauche ne sont pas des idées saines. Nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche qui continuent ». *Celui qui tient de tels propos - sur France Inter, le 10 décembre - n'est pas n'importe qui. C'est Serge Dassault, le PDG de la Socpresse, empire de plus de 70 journaux, excusez du peu (Le Figaro, l'Express, l'Expansion, Presse-Océan, l'Etudiant, ...), fils de son père, et par ailleurs sénateur UMP, et industriel de l'armement - qui doit donc sa fortune aux marchés de l'Etat ! - ...* Pour échapper à Big Brother, rediffusez cette lettre, abonnez-y vos amis, et soutenez Récit (réseau des écoles de citoyens), réseau d'acteurs et de lieux porteurs d'éducation citoyenne, qui vise à « permettre à chacun d'être acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire » (www.recit.net)

Autocritique ? Robert Solé, médiateur du *Monde*, écrit dans le numéro daté 12-13 décembre : « les causes de la baisse des ventes sont connues (Internet, journaux gratuits, nouvelles habitudes de lecture, crise du réseau de distribution, ...), mais aussi à des causes particulières au *Monde*, notamment une **image abîmée**, et, à tort ou à raison, une **crédibilité mise en doute** ». *Robert Solé prendrait-il ses distances par rapport au libéralisme économique pur et dur qui inspire la plupart des articles et analyses ?*

A propos du téléthon : « elle est inutile, cette émission de télé racoleuse qui met des enfants au premier rang pour faire pleurer la ménagère de moins de 50 ans, qui confond sensibilisation avec sensiblerie, solidarité avec charité. (...) Ce dont j'ai besoin, comme toutes les personnes handicapées de ce pays, c'est **que nos droits soient respectés**. Que l'on nous donne les moyens d'étudier, de travailler, de nous déplacer, de vivre parmi les autres, d'une façon décente et autonome. Que l'on reconnaisse enfin notre différence comme une richesse et une chance. » *Elisa Rojas, 25 ans, née avec une maladie génétique, au Courrier des lecteurs du Monde, 4 décembre.*

Amiante : 3000 morts par an aujourd'hui, 100 000 morts à l'horizon 2025 : tel est le nombre des victimes de cancers dus à l'amiante, dont on connaît pourtant le caractère cancérogène depuis 1955. Les pathologies se déclarent entre vingt et quarante ans après l'exposition aux fibres d'amiante. Le **lobbying** exercé par les **industriels** a été d'une efficacité redoutable : les autorités françaises n'ont entrepris, avant 1977, aucune recherche afin d'évaluer les risques pesant sur les travailleurs exposés à l'amiante ; le flocage des bâtiments a été interdit en 1977, mais l'amiante a continué à être utilisé dans les entreprises, jusqu'en 1995. Et les plaintes déposées par les victimes ont été systématiquement enlisées... (*Le Monde 16 décembre*)

Justice : Le crime sexuel concerne 60 % des affaires jugées en assises. En prison, près d'un quart des condamnés le sont pour des infractions sexuelles de toute nature. (*Le Monde 27 novembre*) Par ailleurs, un détenu sur quatre serait atteint de **troubles psychotiques**, et un peu moins d'un sur dix de **schizophrénie**. La prison est ainsi devenue le refuge ultime des malades mentaux, palliant par l'enfermement la pénurie croissante de moyens dans le secteur psychiatrique (*Le Monde 8 décembre*).

Ile-de-France

Emplois-tremplins : « Les 10 000 emplois-tremplin que veut créer la région sont **des CDI**. Le salaire sera pris en charge à 80 % par la Région, avec l'appui de certains départements à hauteur de 15 % à 20%. Ces emplois devront à terme se financer. Un partenariat a été signé avec l'Essonne. Paris, le Val-de-Marne, la Seine-Saint-Denis et la Seine-et-Marne suivent. Les Hauts-de-Seine et le Val d'Oise veulent réserver leurs aides aux plus défavorisés, relevant du revenu minimum d'activité. Nous pouvons les aider à épauler ce public. Les yvelines n'ont pas répondu ». *Jean-Paul Huchon, Le Monde, 23 novembre*)

Urbanisme : Idées dont on peut s'inspirer en Ile-de-France : des municipalités allemandes n'hésitent pas à imposer la densification des quartiers proches des gares, ou encore à moduler le montant des aides publiques pour l'aménagement ou la construction de logements sociaux en fonction de la proximité de réseaux de transports publics. (...) Les **parkings-relais** dans les gares de périphérie, la politique cyclable ou encore l'implication des taxis dans le développement du transport à la demande sont autant de solutions moins coûteuses que les investissements lourds, mais qui peuvent avoir un impact sensible sur la fréquentation des transports collectifs. *(Alternatives économiques, décembre 2004)*.

Hauts de Seine :

Assemblée générale d'ATTAC 92 le 27 novembre : après la contestation (nécessaire) de l'ordre existant, on entre dans une nouvelle phase, celle des propositions. Plusieurs textes, très intéressants, ont été présentés : un essai de définition des **valeurs fondatrices de l'altermondialisme** ; une contribution « pour un autre monde » ; un ensemble de propositions pour « réduire le pouvoir de la sphère financière », « construire un espace public planétaire », ou sur « l'union européenne », les « droits sociaux et environnementaux », ... Dans son intervention, Jacques Nikonoff conclut sur la nécessité de **mettre l'homme au premier plan** de nos finalités. La « satisfaction des besoins humains » passe par une identification des « **biens publics mondiaux** » : l'autosuffisance alimentaire, la santé, l'eau, l'enseignement, le logement, le droit de se déplacer, ... Il appelle à une « délibération publique pour recenser les besoins » (les « valeurs d'usage »).

Au référendum interne du **PS** sur le projet de traité constitutionnel dans les Hauts-de-Seine : 1546 inscrits, 1352 votants, oui 63 %, non, 37 %

Montrouge

Montrouge ne pourrait-elle pas s'inspirer de l'exemple de la commune de Bègles (Gironde) ? Dans cette commune, désormais, chaque lancement d'appel d'offres de marchés publics doit inclure « une clause de **promotion de l'insertion et de l'emploi** », réservant une part à des personnes en insertion. *(Politis, 2 décembre)*

Articles à lire sur www.montbougne.net : « généalogie urbaine : Montrouge, ton patrimoine fout le camp », par Etienne (et les réactions de lecteurs) ; et « le développement qui dure dur », par Franck.

Vie pratique

Commerce équitable : Toutes les semaines, depuis le lancement début octobre de l'Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) du XIIème arrondissement de Paris, les adhérents opèrent un « partage de récolte ». Ils viennent chercher les paniers de légumes qu'ils ont achetés, à l'avance, sans intermédiaire, à un **agriculteur biologique** de la région. Monique Fontan, coordinatrice de l'AMAP du XIIème, énumère les avantages du système : « contourner la grande distribution, se nourrir sainement, permettre à l'agriculture paysanne et biologique de se maintenir, produire moins de gaz à effet de serre en réduisant les transports, réduire les emballages. » Les membres de l'AMAP ont payé 169 euros pour trois mois de consommation. *(Le Monde, 18 novembre)*

L'artisanat du **vêtement** est intéressant à soutenir car il peut permettre la relocalisation de toute une filière : de la culture pour certaines fibres (laine, chanvre, lin) au tissage en atelier artisanal, de la création à la réalisation. Il peut être également un bon moyen de sortir des « marques » et des modes uniformisantes *(Silence, novembre 2004)*.

Le citoyen est loin de connaître l'étendue de ses dépenses pour ses **déplacements** et ce qu'il en coûte à la collectivité. D'après les enquêtes, le coût ressenti par les usagers (carburant, entretien, stationnement) représenterait le cinquième de leurs dépenses réelles (englobant donc l'amortissement de la voiture et l'assurance), estimées en moyenne à plus de 5 000 euros par an. Si l'on ajoute les coûts externes (pollution, émission de gaz à effet de serre, accidents de la route, ...), le coût de la voiture augmente de 4 % à 15 % selon la nature des déplacements *(Alternatives économiques, décembre 2004)*.

La téléphonie de troisième génération apporte un nouveau service, la **visiophonie**, qui permet de voir son correspondant en lui parlant. La qualité est là mais ce service est vorace pour les batteries du portable. En réalité, les services les plus utilisés sont les plus futiles : téléchargement de musique, jeux vidéo, sonneries de téléphone... *(Le Monde, 7 décembre)*

ATTAC-Montrouge organise une réunion-débat publique le **Vendredi 21 janvier 2005, à 20 H 30,**

sur le thème : **« le droit à la santé »**,

avec **André Ciccolella**, Responsable de la Commission Santé des Verts,
au café du **47, rue Fénelon (Montrouge)**.

Sur le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment les anciens numéros, et des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.